



ERISE

Comité d'Echanges, de Réflexion et d'Information
sur les Systèmes d'Epargne-crédit



iram

GRET

cnearc

RAPPORT D'ACTIVITE CERISE

2004 - 2005

Mai 2006



RAPPORT D'ACTIVITE 2004-2005

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| Lexique..... | 2 |
| Comme toujours, un petit rappel..... | 3 |
| Les objectifs fixés pour 2004-2005..... | 3 |
| 1. Capitalisation : bilan 2004 - 2005..... | 4 |
| Impact et performances sociales : outils et avancées..... | 4 |
| <i>Initiative sur les indicateurs de performance sociale – Phase 2</i> | 4 |
| <i>Dossier thématique « Impact et Performances sociales » sur le Portail francophone de la microfinance</i> | 5 |
| <i>Participation à la conception de la politique du FIDA sur « Impact et Performances sociales »</i> | 6 |
| <i>Micro finance et lutte contre la pauvreté : cas d'application au Ghana</i> | 6 |
| Gouvernance : guide opérationnel..... | 7 |
| Bilan de la capitalisation CERISE..... | 8 |
| 2. Revue des pairs / Peer Review..... | 9 |
| 3. Animation et échanges..... | 10 |
| Ouverture..... | 10 |
| Rencontres 2004-2005..... | 10 |
| <i>Rencontres thématiques CERISE</i> | 10 |
| <i>2005, Année du microcrédit</i> | 11 |
| <i>Préparation de l'Année du Microcrédit et Conférence de presse du 18 novembre 2004</i> | 11 |
| <i>Conférence internationale sur le microcrédit - 20 juin 2005</i> | 11 |
| <i>Journées des ONG – 21 Juin 2005</i> | 11 |
| <i>Rencontres européennes et internationales</i> | 11 |
| <i>Performances sociales et « Task Force » internationale – 17 mars 2005</i> | 12 |
| <i>Chantier Finance solidaire – 18 mars 2005</i> | 12 |
| <i>Plate-forme européenne de la microfinance – 17-19 octobre 2005</i> | 12 |
| Formation..... | 13 |
| Les outils de diffusion sur Internet..... | 13 |
| <i>Le site de CERISE</i> | 13 |
| <i>BIM, Espace Finance et le portail de la microfinance</i> | 14 |
| 4. L'organisation du secrétariat technique de CERISE..... | 14 |
| Les perspectives pour CERISE..... | 14 |
| Annexe : Les rencontres 2004-2005..... | 16 |
| Bibliographie : Travaux et publications CERISE..... | 27 |

Lexique

| | |
|------------|---|
| ADA | Appui au Développement Autonome (Luxembourg) |
| ADIE | Association pour le Droit à l'Initiative Economique |
| AFD | Agence Française de Développement |
| AFRACA | Association africaine de Crédit Rural et Agricole |
| CEFEB | Centre d'Etudes Financières Economiques et Bancaires |
| CERISE | Comité d'Echange, de Réflexion et d'Information sur les Systèmes d'Épargne et de crédit |
| CGAP | Consultative Group to Assist the Poorest |
| CIDR | Centre International de Développement et de Recherche |
| CIRAD-TERA | Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement – Département : Territoires, Environnement et Acteurs |
| CRG | Crédit Rural de Guinée |
| CTA | Centre technique de coopération agricole et rural ACP-UE |
| ENDA-GRAF | Groupe de recherche Action Formation (Sénégal) |
| ESF | Épargne Sans Frontières |
| FENU | Fonds d'Équipement des Nations Unies |
| FIDA | Fonds International de Développement Agricole |
| FINANSOL | Finances et Solidarité |
| FPH | Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme |
| GRET | Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques |
| GTZ | Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (Agence de coopération allemande) |
| HIVOS | Humanist Institute for Cooperation with Developing countries (Pays-Bas) |
| IDS | Institute of Development Studies (GB) |
| IFPRI | International Food Policy Research Institute |
| IRAM | Institut de Recherche et d'Application des Méthodes de Développement |
| IRD | Institut de Recherche et de Développement |
| MAE | Ministère français des Affaires Etrangères |
| MIX | Microfinance Information eXchange |
| NORAD | NORwegian Agency for Development cooperation |
| OSI | Organisation de Solidarité Internationale |
| PAFID | Programme d'Appui au Financement Décentralisé |
| PDSFR | Programme de Développement des Services Financiers Ruraux (Niger) |
| PSES | Pôle de Socio-Economie Solidaire (Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire) |
| SDC | Swiss agency for Development and Cooperation |
| SFD | Système financier décentralisé |
| SEEP | Small Enterprise Education and Promotion Network |
| SPI | Social performance indicators initiative |
| USAID | United States Agency for International Development |

RAPPORT D'ACTIVITE 2004-2005

Comme toujours, un petit rappel...

CERISE est une plate-forme de capitalisation et d'échanges sur les pratiques en microfinance.

CERISE a été initié en 1998 par quatre organismes français travaillant de longue date en appui aux institutions de microfinance : le CIDR (Centre International de Développement et de Recherche, Autrêches), le CIRAD (Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement, Montpellier), le GRET (Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques, Paris) et l'IRAM (Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement, Paris). Le CNEARC (Centre National d'Etudes Agronomiques des Régions Chaudes, Montpellier) a rejoint CERISE en 2004.

L'objectif de ce réseau est d'analyser et de capitaliser sur les pratiques passées et présentes afin d'améliorer les modes d'intervention en microfinance. CERISE se veut un carrefour d'échange avec les acteurs de la microfinance (opérateurs du Nord et du Sud, institutions de microfinance, ONG, bailleurs, chercheurs, etc.), contribuant à favoriser la circulation des idées et la confrontation des savoir-faire.

Sur les années précédentes, CERISE a calé sa façon de travailler, en interne avec ses membres et avec les partenaires proches à travers l'instauration de rencontres régulières et de phases d'échanges basés sur des thèmes de capitalisation.

Ses axes de travail ont porté sur des thèmes centraux pour le secteur de la microfinance : mode d'intervention, gouvernance, financement de l'agriculture, impact et performances sociales.

La plupart de ces thèmes ont déjà donné lieu à des phases de capitalisation et d'échange ; les réflexions les plus avancées conduisent par la suite à des outils opérationnels destinés à l'analyse et à l'amélioration des pratiques (mode d'intervention, gouvernance, performance sociale).

En termes d'échanges et de partenariat, CERISE a à la fois cherché à renforcer la confiance et les synergies au sein de ses membres et a créé des rapprochements avec les partenaires extérieurs.

Les objectifs fixés pour 2004-2005

En 2004 et 2005, les grands axes de travail pour CERISE ont porté sur la conception d'un outil d'analyse de la gouvernance, le test d'un outil d'évaluation des performances sociales et la poursuite de la revue croisée sur le portefeuille de l'IRAM et du GRET.

Des phases d'échanges devaient être organisées sur ces thèmes avec les partenaires français, européens et avec les bailleurs impliqués. Les partenaires du Sud devaient également être largement associés, en particulier dans le cadre de l'initiative sur les performances sociales et pour la poursuite du travail sur la gouvernance.

Ce rapport d'activité présente le bilan de la période 2004-2005 et les perspectives 2006-2007 pour CERISE.

1. Capitalisation : bilan 2004 - 2005

Impact et performances sociales : outils et avancées

Initiative sur les indicateurs de performance sociale – Phase 2

Historiquement, la microfinance a été développée comme outil d'inclusion des populations exclues du système bancaire classique. Dans les années 90, la marche vers la pérennisation des IMF a focalisé l'attention sur les questions de viabilités financière et institutionnelle. Des outils d'analyse financière ont ainsi été adaptés mais les performances sociales des IMF étaient considérées comme acquises.

Pourtant, à l'heure actuelle, les bailleurs et les investisseurs éthiques demandent aux IMF de rendre des comptes : Quelle est la population réellement touchée? Comment peut-on combiner à la fois les objectifs sociaux et les objectifs de pérennité?, etc. Certaines IMF également ont l'intuition que renforcer les performances sociales peut conduire, sur le moyen terme, à renforcer leurs performances financières.

De juin 2002 à octobre 2003, CERISE, au côté de la Fondation Argidius, et en collaboration avec Martin Greeley d'IDS (Grande Bretagne) et de Manfred Zeller de l'Université de Goettingen¹ (Allemagne) a participé à la première phase de l'initiative sur les indicateurs de performance sociale (SPI1). Cette initiative, menée par un réseau européen de partenaires, est destinée à pouvoir conduire une évaluation des performances sociales sur la base d'un questionnaire.

La première phase de l'initiative sur les indicateurs de performance sociale

La première phase (Juin 2002- Octobre 2003) a permis d'éclaircir la notion de performance sociale en micro finance et de définir, en collaboration avec des IMF partenaires de CERISE et d'IDS, un ensemble d'indicateurs potentiels selon 4 dimensions des performances sociales : (1) le ciblage des pauvres et des exclus ; (2) l'adaptation des services et des produits à la clientèle cible ; (3) l'amélioration du capital social et politique des clients; (4) la responsabilité sociale de l'IMF.

Les indicateurs doivent remplir les exigences suivantes :

- (1) permettre d'évaluer le « processus » social de l'IMF : les performances sociales sont mesurées à travers les principes, les actions et les mesures correctives prises par l'IMF; on cherche à savoir si l'IMF se donne les moyens d'atteindre les objectifs sociaux qu'elle s'est fixés;
- (2) pouvoir être renseignés à partir de l'information disponible au sein de l'IMF : la plupart des informations sont basées sur les déclarations de la direction ou des agents de crédit, sur les informations issues de rapports officiels, et sur les informations compilées à partir du système d'information et de gestion;
- (3) pouvoir être facilement vérifiables par un auditeur externe : le questionnaire peut être appliqué en interne, et susciter la discussion, mais les réponses doivent pouvoir être facilement « auditées » par un consultant extérieur qui conduirait un audit des performances sociales;
- (4) pouvoir être acceptés et avoir un sens pour les IMF elles-mêmes: un grand nombre d'indicateurs potentiels a été soumis à un panel d'IMF. A partir des réponses de 18 d'entre elles, les indicateurs ont été classés selon leur pertinence et la simplicité de leur utilisation (voir SPI-report N°2 et SPI-report N°3 sur le site de CERISE). Des discussions sur ces indicateurs ont également été engagées avec les IMF et les opérateurs impliqués dans le chantier "Finance solidaire" de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire, en lien avec la FPH².

Le résultat de la première étape³ a été discuté au sein d'un petit groupe de bailleurs et acteurs intéressés au cours des journées annuelles du CGAP à Paris le 7 novembre 2003 : Isabelle Barrès du Microfinance Information eXchange (MIX), Renée Chao-Béroff, Johan De Waard du Ministère hollandais des Affaires étrangères ; Hege Gulli de NORAD; Kate McKee de l'USAID; Cécile Lapenu de CERISE; Hansruedi Pfeiffer de la coopération suisse (SDC); Coen Van Beuningen de la plateforme hollandaise de la microfinance (HIVOS) et Koenraad Verhagen de la fondation Argidius.

¹ Manfred Zeller travaille maintenant à l'Université d'Hohenheim.

² FPH : Fondation Charles Leopold Mayer pour le Progrès de l'Homme, 38 rue St Sabin, 75011 Paris.

³ Disponible sur le site de CERISE à la rubrique Thèmes et publication – Impact : <http://www.cerise-microfinance.org/publication/impact.htm#telecharger>

La seconde phase réalisée en 2004 et 2005 et sur laquelle CERISE a assuré la coordination a consisté à tester l'outil avec un partenariat diversifié d'institutions de microfinance afin de pouvoir vérifier l'accessibilité et la qualité des données, de préciser et affiner les indicateurs, et de s'assurer de la capacité de l'outil à distinguer différents types d'institutions et d'approches.

Le financement a été assuré par la FPH (37%) et la Coopération suisse (SDC) (63%).

Outre les échanges avec les IMF, plusieurs autres sources ont permis de recueillir les avis sur l'outil SPI-CERISE : le forum belge de la microfinance et en particulier l'ONG Trias au sein de ce réseau et le forum hollandais ont commenté l'outil.

SEEP, le réseau nord américain de la microfinance, a présenté le questionnaire à ses membres (sous forme de questionnaire accessible via Internet – *SurveyMonkey*) : pour chaque indicateur SPI, il était proposé de juger de la facilité à obtenir l'information et de la pertinence de l'indicateur et de commenter l'indicateur. SEEP cherche à promouvoir des indicateurs de performance sociale qui pourraient être utilisés, en parallèle aux indicateurs financiers, dans le cadre du MIX.

PlanetRating a testé l'outil auprès d'IMF au cours des notations GIRAFE. Les résultats sur les performances sociales sont présentés en annexe du rapport GIRAFE.

La deuxième phase de l'initiative sur les indicateurs de performance sociale (SPI2) aboutit à la définition d'un outil d'évaluation des performances sociales d'une IMF sous la forme d'un questionnaire et d'un manuel d'accompagnement explicitant les sources d'information alimentant les indicateurs et les conditions de l'analyse.

Une rencontre organisée en mars 2005 (voir plus bas) a confirmé le grand intérêt des IMF pour ce genre d'outil, et leur volonté de poursuivre cette démarche participative. L'issue de cette phase, avec la production concrète d'un outil et d'une batterie d'indicateurs permet de progresser dans les discussions et de voir plus sereinement ce qu'il est possible d'envisager à court terme de manière réaliste sur la mesure des performances sociales.

Dossier thématique « Impact et Performances sociales » sur le Portail francophone de la microfinance

Les ressources francophones existantes sur le thème de l'impact et des performances sociales des institutions de microfinance (IMF) sont de plus en plus nombreuses, ce double thème ayant récemment fait l'objet de nombreux débats et nourri quantité de réflexions, d'expérimentations et développements d'outils.

Sur la base de cette littérature foisonnante et difficile à appréhender dans son ensemble, ce dossier thématique a pour objectif de :

- définir les termes « impact » et « performances sociales » des IMF
- faire un tour d'horizon des débats et enjeux
- présenter les outils et méthodologies d'évaluation de l'impact et des performances sociales des IMF
- fournir études de cas et références bibliographiques
- lister les centres de ressources et personnes travaillant sur ces thèmes dans le monde francophone

Ce dossier a été coordonné et en grande partie rédigé par Cécile Lapenu. Certaines sections s'appuient sur le travail des membres du réseau ou d'autres personnes travaillant sur le thème de l'impact et des performances sociales. Le dossier a été relu par plusieurs membres des organisations du réseau.

Participation à la conception de la politique du FIDA sur « Impact et Performances sociales »

Comme cela est mentionné dans le cadre stratégique du FIDA, une grande importance est portée sur le suivi de l'impact des interventions, à la fois au niveau du terrain et en relation avec la politique de dialogue du FIDA et son rôle de défense des intérêts des populations touchées. Cela s'applique en particulier pour la finance rurale, où le premier objectif des programmes du FIDA est d'améliorer la vie des populations rurales pauvres en leur fournissant un accès durable à une variété de services financiers, y compris l'épargne, l'assurance et les transferts des migrants. Dans ce contexte, être capable d'évaluer l'impact de ses programmes de finance rurale sur la vie des populations touchées est devenu une priorité importante pour le FIDA. Le document, produit par le FIDA avec l'appui du CGAP (Syed Hashemi), d'Imp-Act (Anton Simanowitz) et de CERISE (Cécile Lapenu), doit venir compléter les « Rural Finance Decision Tools ». Il fixe un cadre à travers lequel le FIDA peut soutenir le développement de systèmes internalisés pour suivre et évaluer la réalisation des objectifs sociaux des institutions de finance rurale. Cette information alimente ensuite la pratique opérationnelle et fournit la base pour la gestion des performances sociales des institutions. En venant en appui à des systèmes internalisés, le FIDA fera évoluer les préoccupations d'une évaluation d'impact ponctuelle à un suivi et un apprentissage continus des performances sociales avec l'objectif d'améliorer les pratiques et finalement de renforcer l'impact. Le document devrait être finalisé début 2006.

Micro finance et lutte contre la pauvreté : cas d'application au Ghana

L'outil d'évaluation de la pauvreté mis au point par le CGAP et l'IFPRI compare le niveau de vie des clients des IMF aux non clients et permet de répondre à la première question des études d'impact : qui sont les clients touchés ? Les IMF parviennent-elles à toucher des clients pauvres et en quelle proportion ?

Cet outil a été appliqué par une université du Ghana (Université de Cape Coast) avec l'appui de CERISE dans le cadre du programme national d'appui à la microfinance au Ghana, afin de fournir au gouvernement du Ghana et aux différentes parties-prenantes des éléments factuels sur le rôle des différents programmes de microfinance mis en œuvre par les institutions financières locales. Ce travail s'est fait avec le soutien financier du FIDA.

Projet de services financiers ruraux au Ghana – Etude sur la pauvreté

Le système financier ghanéen compte une grande diversité d'institutions : 17 banques commerciales dont la banque de développement agricole ; 115 banques rurales ; des institutions financières non bancaires comprenant en particulier des compagnies d'épargne et de crédit (*savings and loans companies*), des coopératives d'épargne et de crédit (*credit union*), des ONG, des institutions informelles telles que les banquiers ambulants et les tontines.

La banque du Ghana (BoG) régule et supervise les banques commerciales et les institutions financières non bancaires ; l'Apex Rural Bank prend en charge certaines fonctions de régulation pour les banques rurales.

Le projet de Services Financiers Ruraux (Rural Financial Services Project – RFSP) est un programme d'appui au secteur de la microfinance qui cherche à favoriser la croissance et à réduire la pauvreté au Ghana en améliorant l'intermédiation financière dans les zones rurales. Il est financé par le FIDA, la banque mondiale, la banque africaine de développement et la GTZ, et opéré par la Banque du Ghana et le ministère des Finances. Le programme a pour objectif de renforcer les opérations de *linkage* entre les secteurs formels et informels, de renforcer les capacités des banques rurales, d'appuyer la mise en place d'une structure faîtière du système bancaire rural et de renforcer le cadre institutionnel et politique.

Or, le gouvernement du Ghana et des bailleurs de fonds ont lancé depuis plusieurs années des programmes de crédit avec l'intention d'assister les pauvres pour leurs activités génératrices de revenus. Les institutions de microfinance sont également impliquées dans la fourniture de services de microfinance aux pauvres en zone rurale, soit en servant d'intermédiaire pour les programmes du gouvernement, soit en mettant en place leurs propres programmes, parfois avec l'appui d'ONG.

Afin de permettre à ces différentes initiatives de coopérer, d'harmoniser leurs pratiques et de travailler à une plus

grande échelle, et afin de lever des incompréhensions, des interprétations et des conflits sur la place et le rôle de chacune, les parties-prenantes du RFSP (ministères, bailleurs, apex des IMF) ont pris l'initiative de lancer une étude produisant des informations et des faits sur le fonctionnement de ces programmes et institutions.

Quatre catégories d'IMF rurales sont prises en compte : les banques rurales, les coopératives d'épargne et de crédit, les ONG et les compagnies d'épargne et de crédit. Les premières en particulier, sont impliquées dans la mise en œuvre des programmes du gouvernement et des bailleurs, parallèlement à leurs propres programmes.

Les enquêtes, appliquées selon le modèle du PAT porteront sur environ 1000 ménages représentatifs de la population du Ghana (et qui serviront de groupe de contrôle) et auprès de 1800 ménages clients de différents programmes parmi une quinzaine d'IMF rurales ghanéennes.

L'application du *Poverty Assessment Tool* parallèlement à une analyse des performances financières des IMF enquêtées permet de répondre aux questions suivantes :

- Quel est le profil socio-économique de la population touchée par chaque type d'institutions (banques rurales, unions de crédit, ONG et compagnies d'épargne et de crédit) et par type de programmes (programmes du gouvernement, des bailleurs, programmes propres des IMF) ?
- Quels sont les arbitrages (*trade-off*) entre ciblage des pauvres et performances financières?
- Quelles sont les contraintes auxquelles font face les institutions pour atteindre leurs objectifs de ciblage des pauvres, et comment les réduire (formation, cadre réglementaire, *linkages* et mise en réseau, etc.) ?
- Quels sont les effets des innovations (méthodologies de prêt, structure institutionnelle, etc.) pour atteindre les pauvres de façon durable ? etc.

L'intérêt de l'étude ghanéenne vient de son application au service d'une grande diversité d'acteurs que les résultats pouvaient intéresser (IMF, bailleurs, décideurs politiques nationaux, réseaux, chercheurs/ universitaires, etc.) et de son application à l'échelle nationale, ce qui permet une comparaison objective entre IMF et programmes mis en œuvre en terme de ciblage et d'efficacité financière.

Un atelier en mai 2004 a permis d'échanger de façon constructive avec les différentes parties prenantes sur la partie « Ciblage des pauvres ». Un nouvel atelier en octobre portait cette fois sur la combinaison des résultats sur le ciblage et sur les performances financières.

La production de données très concrètes et factuelles sur la place et le rôle des différents types d'IMF et de programmes a permis une discussion ouverte entre les acteurs ghanéens sur les implications politiques au niveau national. Pour le secteur de la microfinance en général, ce type d'étude offre une analyse neutre et significative sur les équilibres entre ciblage des pauvres et performances financières. Les résultats montrent clairement que les deux aspects ne sont pas du tout incompatibles et que les facteurs déterminants de l'efficace combinaison des deux reposent sur le ciblage géographique ou l'adoption de méthodologies adaptées (indépendamment de la structure institutionnelle). Pour cela, il est nécessaire de tenir compte des éléments suivants : bonne combinaison des méthodologies et des produits, pas de réponse unique en termes méthodologiques (ainsi par exemple, les groupes de caution solidaire ou le ciblage des femmes ne sont pas suffisants) ; bonne allocation des ressources humaines pour la gestion du portefeuille de prêts, taux d'intérêt qui peuvent couvrir les dépenses, professionnalisation des cadres des IMF.

Gouvernance : guide opérationnel

Le thème de la gouvernance, lancé en 2001, est révélateur de la démarche de CERISE. Il a débuté par un travail de capitalisation à partir de l'expérience concrète des membres, s'est poursuivi par des phases d'échanges et de diffusions (rencontres thématiques et articles de synthèse) et débouche en 2005 sur un outil opérationnel d'analyse de la gouvernance, construit à partir de l'expérience des membres de CERISE et de ses partenaires. L'IRAM, chef de file sur ce thème depuis le départ, poursuivra la diffusion des méthodes d'analyse de la gouvernance, et l'analyse des modes de gouvernance des IMFs.

Le travail de capitalisation sur la gouvernance a été lancé en 2001 et approfondi en 2002, à partir d'un travail de réflexion sur quatre études de cas et la mise au point d'une grille d'analyse appliquée à ces cas. Fin 2002, deux rencontres thématiques avaient permis d'échanger sur ce travail avec des opérateurs, des chercheurs et des bailleurs et de souligner l'intérêt d'opérationnaliser ce travail en vue d'améliorer l'analyse de la gouvernance des IMF (voir les compte-rendus sur le site de CERISE).

En 2003, deux articles de synthèse ont été publiés sur le thème, dans la Revue Tiers-Monde et le rapport sur « Exclusion et liens financiers » du centre Walras (voir liste bibliographique en annexe).

En 2004, avec l'appui du FIDA et de la GTZ, la phase d'opérationnalisation a été lancée : CERISE a défini, à partir de son travail de synthèse sur la gouvernance, un outil concret d'analyse et d'action pour aller vers une meilleure gouvernance des IMF. Cet outil est destiné aux institutions et à leurs dirigeants pour comprendre les forces et les faiblesses de leur gouvernance. Il peut être utilisé aussi par les bailleurs, les opérateurs, les évaluateurs et les régulateurs afin de mieux comprendre les enjeux et d'améliorer les pratiques du secteur sur ces questions.

Des partenaires de CERISE, de la GTZ et du FIDA ont été associés à ce travail afin de pouvoir produire un outil qui prenne en compte la diversité des situations et des modèles d'IMF. Des modèles tels que les coopératives d'épargne et de crédit, les microbanques urbaines, les associations de services financiers (ASF promues par le FIDA), les caisses municipales latino-américaines ou les groupes d'auto-promotion indiens (*self-help groups*) ont été intégrés à l'analyse.

Le guide opérationnel, disponible en français et en anglais, se présente sous forme de deux modules (voir sommaire en annexe) :

- Le premier module est un outil d'aide au diagnostic de la gouvernance d'une institution de microfinance. Il propose une démarche en trois temps reposant sur l'analyse des acteurs, l'analyse du processus de décision et le mode de gestion des crises et dysfonctionnements. Il permet d'établir un diagnostic de la gouvernance de l'institution concernée et d'évaluer son positionnement sur la grille des six axes du socle commun.

- Le second module est un outil d'aide à la réflexion sur des choix stratégiques à conduire ou des défis à relever dans le cadre de la gouvernance d'une institution de microfinance. Ces questions sont systématiquement illustrées par des cas concrets pour aider à la compréhension des enjeux.

Afin de développer une réflexion opérationnelle sur cette thématique, il s'agit de développer une analyse autour du « système de gouvernance » et de la question du pouvoir en prenant en compte les différents constituants de la gouvernance que sont : les structures (montage institutionnel, propriété et financement); l'organisation (les procédures et leur efficacité opérationnelle) ; les logiques comportementales au niveau des acteurs impliqués au sein, mais aussi autour de l'institution.

L'analyse du « système gouvernance » doit également être menée de manière dynamique en tenant compte à la fois des évolutions de l'environnement et dans le temps, la gouvernance n'étant pas un modèle figé. Menée sur la durée, en fonction des différentes « périodes » traversées par les organisations -création et phases de croissance, phase de « maturité » et fonctionnement au quotidien, périodes de dysfonctionnement et sorties de crise-, ces analyses peuvent permettre d'apprécier comment se définissent les grandes orientations des institutions, l'efficacité de la coordination au niveau de leurs acteurs ainsi que la réactivité de l'institution et sa capacité d'adaptation aux évolutions de leur environnement.

Bilan de la capitalisation CERISE

En 2004 et 2005, des outils opérationnels ont été définis sur la base du travail mené les années précédentes sur la gouvernance et sur les indicateurs de performances sociales. Ces travaux témoignent de l'intérêt et de l'efficacité de la démarche de CERISE : valorisation de l'expérience concrète des membres et partenaires, légitimité et pertinence des thèmes abordés, transformation de la phase de capitalisation en outils opérationnels directement utilisables par les IMF et leurs partenaires.

2. Revue des pairs / Peer Review

La méthode utilisée s'inspire de celle qui est actuellement utilisée le CGAP pour la revue des portefeuilles de microfinance des bailleurs de fonds (« peer review »). Elle consiste à faire analyser et évaluer l'ensemble du portefeuille de projets d'un membre de CERISE par les autres membres. Cela préfigure une nouvelle forme de travail entre organisations, souvent "concurrentes" dans leur savoir-faire et leur montage de dossiers financiers, et permet d'élargir les références et d'engager un processus de capitalisation/apprentissage/réflexion collectif sur les modes d'intervention. Cet exercice doit déboucher sur la mise en évidence des points forts et des points faibles des pratiques d'opérateur en microfinance et sur des recommandations.

L'exercice de la revue des pairs

Le grand intérêt d'une revue par les pairs est de casser les effets d'asymétrie d'une évaluation classique. La situation est d'autant plus pervertie si l'évaluation est imposée par le bailleur de fonds en vue d'une décision de financement ou de refinancement.

Un autre avantage est d'avoir un regard externe mais de personnes ayant un grand degré de compétences pour avoir vécu concrètement les mêmes problèmes pendant plusieurs années et développer eux-mêmes des solutions voisines ou différentes.

Il faut cependant s'entendre sur les conditions nécessaires d'évaluation par les pairs : les pairs doivent se choisir entre eux, s'estimer, ne pas être en relation de concurrence directe, refuser la complaisance, accepter la réciprocité et surtout être persuadés que le regard externe et critique de personnes compétentes va permettre d'améliorer le propre fonctionnement de leur institution ou de leurs réseaux, par une vision comparative, au-delà de quelques blessures superficielles d'amour propre.

Le CIDR, qui a débuté la revue, a pu par la suite s'appuyer sur les résultats de cet exercice pour élaborer la stratégie à 5 ans que son département microfinance a produite pour la mi 2003.

Le premier tour de la revue des pairs a été finalisé en 2003 par un document intitulé « Propos d'étape : enseignements et interrogations sur les modes d'intervention en microfinance tirés de l'analyse du portefeuille CIDR ».

Le travail de revue croisée se révèle être un exercice prenant mais enrichissant à la fois pour le pair soumis à la revue et pour l'ensemble des membres procédant à la revue :

La revue de son portefeuille par les pairs aide un opérateur à « faire le point », à clarifier les limites et les atouts de ses pratiques. Elle constitue un élément majeur pour définir une stratégie d'intervention, complétée également par des réflexions internes et d'autres regards croisés. La stratégie qui en découle peut alors à la fois se fonder sur la valeur ajoutée de l'opérateur, et trouver sa cohérence avec l'évolution globale du secteur de la microfinance.

D'une façon générale, cet exercice, par le suivi d'opérations dans la durée, permet d'identifier ou de préciser les domaines où les pratiques des opérateurs doivent évoluer ou bien sont déjà en train de changer d'orientation.

Chaque tour de la revue apporte des réflexions et des illustrations sur les nouveaux modes d'intervention et conduit à en mesurer les risques et les avantages afin d'améliorer les pratiques en microfinance. Chaque tour donne lieu à un « Propos d'étape » concernant plus particulièrement le portefeuille d'un des membres, et des analyses transversales sur des thèmes récurrents seront construites au fur et à mesure. Un certain nombre de thèmes se dégagent, comme l'adaptation des modèles au contexte socio-économique et dans la durée ou l'évolution des modes d'intervention en microfinance. Des réflexions méthodologiques pourront aussi être creusées : comment valoriser au mieux les travaux d'étudiants ? Quelle place et quelle forme pour les études de faisabilité et le suivi-évaluation ? Comment suivre les performances sociales des institutions de microfinance ? etc.

En 2004, la revue a porté pour le portefeuille de l'IRAM. L'objectif pour l'IRAM est de recevoir un regard critique sur ses expériences en microfinance en tant qu'opérateur/concepteur de réseaux de microfinance et en tant que repreneur. Cette revue contribue à la réflexion de l'équipe sur la stratégie à suivre pour les prochaines années à partir de la mise en évidence des spécificités de ses interventions ainsi que de ses avantages comparés.

En 2005, la revue concernait cette fois le GRET. Il s'agissait de permettre au GRET de faire le point sur ses compétences spécifiques et son positionnement (par rapport à l'environnement externe, mais aussi par rapport aux axes de stratégie du GRET), et de travailler à la refonte de sa stratégie dans le

secteur de la microfinance. Au-delà de l'évaluation des projets à l'aide des critères habituels (pertinence, efficacité, efficience, viabilité, impact), une question générale portait aussi sur l'intérêt à mener conjointement des activités de terrain (mise en place de projets et d'IMF) et des activités de capitalisation/diffusion.

Ces revues offriront une réflexion générale sur les modèles et leur contexte, sur les modes d'intervention en tant que concepteur, sur les intérêts et limites de l'intervention en reprenneur de réseaux (redressement ou réorientation), sur le rôle d'un opérateur du Nord face à la création d'une société anonyme, etc.

La finalisation du propos d'étape IRAM est en cours, et prévue pour début 2006 pour le GRET.

3. Animation et échanges

Ouverture

En 2004, le CNEARC a rejoint CERISE avec qui la coopération était suivie depuis une dizaine d'années en particulier dans le cadre de la formation sur la microfinance (module d'Avril) et des travaux conjoints membres de CERISE / stagiaires CNEARC. Betty Wampfler, qui monte au CNEARC la chaire d'économie, sera l'interlocutrice privilégiée de CERISE.

La volonté de CERISE est de poursuivre son ouverture, pour renforcer des échanges réguliers et formalisés, accueillir et partager des idées avec des partenaires et modes d'interventions innovants, favoriser les interactions fructueuses et renforcer la capacité de capitalisation et d'action de CERISE.

Rencontres 2004-2005

Le détail des rencontres auxquelles CERISE a participé en 2004-2005 est présenté en annexe.

Rencontres thématiques CERISE

Rencontre thématique « Performances sociales » - 15-16 Mars 2005

Bilan des travaux de la deuxième phase de l'initiative sur les indicateurs de performance sociale, ces journées ont été l'occasion de réunir les différents partenaires de Cerise et du Chantier Finance solidaire qui ont participé de près ou de loin aux travaux SPI. Elles ont permis de discuter de l'intérêt, des limites et des suites à donner pour de tels outils en présentant les expériences de divers partenaires et en entrant dans le détail du questionnaire et de ses indicateurs. Les discussions ont permis de finaliser une nouvelle version du questionnaire SPI et d'approfondir le guide d'accompagnement du questionnaire qui explicite les hypothèses derrière chacun des indicateurs, clarifie les concepts et indique sur quelles bases peut être trouvée l'information.

Globalement, l'enthousiasme des IMFs du Sud est remarquable. Pour chaque IMF présente, la participation dans l'initiative SPI et l'utilisation de l'outil SPI a été l'occasion de mettre en œuvre un processus de réflexion et de discussion sur les performances sociales au sein de l'IMF, même s'il n'y avait pas toujours une adéquation parfaite entre les questions soulevées dans le questionnaire et la situation locale.

Rencontre thématique « Gouvernance » - 22 juin 2005

A l'issue de la finalisation du guide opérationnel sur la gouvernance des IMF, cette rencontre a permis de présenter le travail CERISE-IRAM et de poursuivre les échanges engagés avec les partenaires de CERISE au cours des premières rencontres thématiques sur ce thème en octobre et novembre 2002 et lors d'échange au cours de la synthèse du guide.

2005, Année du microcrédit

Préparation de l'Année du Microcrédit et Conférence de presse du 18 novembre 2004

CERISE, en collaboration avec Coordination Sud et Finansol s'est constitué en collectif des acteurs français du microcrédit pour participer activement à l'année internationale du Microcrédit en 2005. Le collectif a débuté son action par une conférence de presse pour présenter ses objectifs et ses ambitions pour 2005. Le programme de l'Année et le dossier de presse sont accessibles sur le site ouvert à cette occasion : www.2005microcredit.net

Conférence internationale sur le microcrédit - 20 juin 2005

La conférence de Paris, intitulée "Elargir l'accès à la microfinance : enjeux et acteurs" s'est inscrite dans le contexte de l'année 2005 proclamée «Année internationale du microcrédit» par le Secrétaire Général des Nations Unies. Elle a été organisée par la France à l'initiative du Président Chirac qui, lors du G8 de Sea Island en juin 2004, et du Sommet de la Francophonie à Ouagadougou en novembre dernier, avait déjà formulé des propositions en faveur du développement de ce secteur. La Conférence du 20 juin était organisée par le Gouvernement français et l'Agence Française de Développement (AFD), en partenariat avec les agences de coopération partenaires britannique (DFID) et allemande (KfW) et avec le CGAP (Groupe Consultatif d'Assistance aux Pauvres), en étroite association avec le Collectif des acteurs français de la microfinance. Elle a réuni environ 550 participants des cinq continents : représentants des gouvernements et des banques centrales, des institutions internationales d'aide au développement, des ministères et agences de coopération, de la société civile et du secteur privé du Nord et du Sud. La conférence a été ouverte par le Président de la République, en présence du Professeur Yunus, fondateur de la Grameen Bank, de MM. Driss Jettou, Premier Ministre du Maroc, Abdou Diouf, Secrétaire Général de la Francophonie et Edoardo Bazoberry, Directeur Général du Fonds PRODEM de Bolivie, qui avaient chacun été invités auparavant à témoigner de leur expérience et à faire part de leurs propositions pour le développement du secteur de la microfinance dans le monde.

Elle a comporté 4 sessions thématiques : 1) Quelle demande pour la microfinance ? Etat des lieux, impact et nouvelles frontières géographiques et sectorielles ; 2) Le rôle clé des Etats et des banques centrales dans la création d'un environnement porteur ; 3) Acteurs privés et nouveaux partenariats ; 4) Le rôle catalyseur des bailleurs de fonds. La conférence a été clôturée par Mme Brigitte Girardin, Ministre déléguée à la coopération, au développement et à la francophonie, à la suite des interventions de MM. Hervé Bazin, Ministre de l'économie et des finances de Haïti et Louis Michel, Commissaire européen en charge du développement et de l'aide humanitaire.

Journées des ONG – 21 Juin 2005

Cette journée d'ateliers et d'échanges a été organisée par le collectif des acteurs français de la microfinance. Elle a réuni environ 350 participants, essentiellement représentants d'ONG, d'opérateurs du secteur de la microfinance et du secteur privé du Sud et du Nord. Les échanges ont été organisés en 5 ateliers sur les thèmes suivants : 1) finance rurale, 2) microfinance en Europe, 3) nouveaux produits en microfinance, 4) impact social, 5) accès des IMF aux sources de financement. Les réunions en ateliers ont été précédées d'une séance plénière associant les conseillers de haut niveau du Secrétaire Général des Nations Unies pour l'Année du Microcrédit et les membres du groupe de travail conjoint DFID/Banque Mondiale, sur le thème de la mesure de l'accès des populations aux services financiers. La journée a été clôturée par une intervention de M. Henri Rouillé d'Orfeuill, Président de Coordination Sud, qui a présenté, en présence et au nom de représentants de réseaux internationaux de la microfinance des cinq continents, une «Déclaration des réseaux internationaux de microfinance», qui devait être portée à l'attention des Chefs d'Etat du G8 dans la perspective du Sommet de Gleneagles

Rencontres européennes et internationales

Performances sociales et « Task Force » internationale – 17 mars 2005

Le 17 mars 2005, à la suite de la rencontre CERISE sur les performances sociales, la Fondation Argidius, la Fondation Ford et le CGAP ont réuni à Paris un grand nombre d'initiatives impliquées sur le thème des performances sociales : praticiens, chercheurs, bailleurs, investisseurs, agences de notation. L'objectif était d'aboutir à un accord sur un cadre commun pour les performances sociales et de développer un plan d'action commun pour pousser les performances sociales. Deux groupes de travail ont été initiés à cette occasion – une "Task Force" sur les performances sociales ("SP Task Force") et un groupe de travail des bailleurs (« CGAP Donor Working Group on Social Performance »). La SP Task Force travaille à une meilleure communication avec le secteur de la micro finance sur ce qu'on entend par performance sociale, à la description des différents niveaux d'analyse, à la progression et éventuelle harmonisation des outils, et à l'identification des diverses questions auxquelles les acteurs cherchent à répondre en mesurant et en supportant les performances sociales. Le CGAP Donor Working Group doit travailler au développement de bonnes pratiques des bailleurs sur les performances sociales et au développement de standards et benchmark du secteur sur les performances sociales. Ces groupes sont ouverts et encouragent les acteurs intéressés à les rejoindre.

Une seconde rencontre a eu lieu à Washington DC les 24 et 25 octobre 2005 en relation avec une assemblée du réseau SEEP. La prochaine étape est fixée à Rome en Avril 2006, accueillie par le FIDA.

Chantier Finance solidaire – 18 mars 2005

Le 18 mars, se réunissaient le comité de pilotage du chantier Finance Solidaire. Le chantier Finance Solidaire, qui réunit, au sein du Pôle socio-économie solidaire de l'Alliance pour un monde pluriel, responsable et solidaire, des praticiens de la finance solidaire, avait abouti en 2002 à un Cahier de propositions. Ce cahier cherchait, à travers 8 propositions concrètes, à promouvoir et renforcer la finance solidaire. Le chantier a travaillé en étroite collaboration avec l'initiative SPI depuis 2002. La journée du 18 a été l'occasion de faire le point de l'avancement et les perspectives. L'initiative SPI définit un cadre dans lequel la finance solidaire peut se reconnaître. Il s'agit à l'heure actuelle de promouvoir l'outil, de l'utiliser, d'en tirer des enseignements sur les enjeux de la finance solidaire et, plus largement, de favoriser les échanges au-delà du secteur de la finance solidaire vers les autres chantiers de l'Alliance.

Plate-forme européenne de la microfinance – 17-19 octobre 2005

En 2004, une première série de rencontres européennes avait été lancée (en particulier le 7 juin à Bruxelles), sur la base d'échanges sur des thèmes techniques. La construction d'un réseau plus formel n'avait cependant pas encore progressé, les visions sur la structure et les objectifs de ce réseau divergeant entre les parties-prenantes.

En 2005, une conférence internationale à l'initiative du Luxembourg a lancé la plate-forme européenne de la microfinance (e-MFP) comptant en particulier quatre **groupes de travail** : 1) Innovation pour une portée plus grande (« *innovation for deeper outreach* ») ; 2) Liens entre les banques et les IMF ; 3) Performance sociale des IMF : mesure, gestion et reporting ; 4) Rôle de la recherche en microfinance.

Au Luxembourg, une Table Ronde de la Microfinance au Luxembourg a été créée, sur l'initiative de la Direction de la Coopération au Développement et en étroite concertation avec le Ministère des Finances. La Table Ronde de la Microfinance au Luxembourg regroupe les principaux acteurs luxembourgeois en microfinance faisant aussi bien partie de la société civile, du secteur financier et de l'administration publique. La Table Ronde du Luxembourg a organisé la conférence internationale Luxembourg Microfinance Week : Capital Markets – European Dialogue – Rural Finance en octobre 2005 et comme l'indique son intitulé, l'initiative de la concertation européenne a été incluse à cette conférence. Cette initiative vise à favoriser les synergies entre acteurs européens en microfinance dans les pays en développement et ce, afin d'améliorer l'efficacité de leurs actions en matière de lutte contre la pauvreté et de créer un espace de concertation en matière de microfinance facilitant l'échange d'informations entre la Commission Européenne, les gouvernements, le secteur privé et la société civile.

Les objectifs pour l'Année Internationale du Microcrédit sont :

- Dresser un inventaire des compétences en microfinance au niveau de l'Union Européenne. Cet inventaire, accompagné d'une étude sur les acteurs européens de la microfinance a été publié en octobre 2005.

- Créer des liens et des synergies entre les différents acteurs au niveau de l'Union Européenne en commençant par une conférence. Une conférence sur la concertation européenne au cours de la Luxembourg Microfinance Week a eu lieu du 17 au 19 octobre 2005 et a rassemblé plus de 50 acteurs européens ainsi que des représentants d'IMF.

Les participants de la conférence Concertation Européenne ont pris la décision de créer e-MFP – European Microfinance Platform, une plateforme européenne de la microfinance qui s'adresse à tous les acteurs européens de la microfinance, actifs dans les pays en développement, et qui s'engagent à promouvoir l'innovation, l'interaction mutuelle et cherchent à créer des synergies dans le secteur.

Une prochaine rencontre est prévue les 29-30 novembre et 1^{er} décembre 2006 à Luxembourg.

Formation

Les capitalisations de CERISE permettent d'alimenter la réflexion au cours de séminaires ou de sessions de formation qui sont assurées par les membres ou le secrétariat technique. De plus en plus, lorsque les thèmes de capitalisation ont été approfondis et plus particulièrement pris en charge par les membres, ce sont davantage les membres que le secrétariat technique qui assurent ces phases d'échange. En 2004, CERISE a poursuivi sa participation ponctuelle avec le séminaire du CEFEB « Microfinance : défis institutionnels et enjeux stratégiques » (diagnostic du secteur, financement rural, gouvernance, nouveaux produits), les modules du CNEARC dans le cadre du Master « Acteurs du développement rural » (financement rural, gouvernance, impact) et l'université d'Alexandrie en Egypte (financement rural), etc. Les réflexions de CERISE permettent également d'alimenter les réflexions des membres dans des activités plus structurées (université de Rennes, CNEARC).

Les outils de diffusion sur Internet

Le site de CERISE

CERISE a ouvert son site en juin 2004 afin de diffuser ses travaux :

Contenu du site de CERISE

La plupart des synthèses produites sur les différents thèmes de capitalisation de CERISE peuvent être téléchargées en format PDF:

- Modes d'intervention en microfinance : article de synthèse, intervention en zones défavorisées, revue croisée/ « peer review » du CIDR, etc.
- Impact et performances sociales : évaluation de la pauvreté, indicateurs de performances sociales pour la microfinance : rapports de la première et de la deuxième phases de l'initiative sur les indicateurs de performance sociale, etc.
- Gouvernance en microfinance : grille d'analyse de la gouvernance, études de cas (CRG Guinée, CVECA Mali, EMT Cambodge, PPPCR Burkina-Faso), analyse transversale (place des acteurs, les moyens de la gouvernance, l'analyse des crises et dysfonctionnement), article sur la participation des acteurs internes, etc.
- Séminaire de Dakar de Janvier 2002 « Financement de l'agriculture familiale dans un contexte de libéralisation : quelle contribution de la microfinance ? » : résumé, synthèses thématiques et fiches d'approfondissement liés au séminaire.

On peut également trouver sur le site des informations sur les membres, les activités de CERISE et une page de liens avec des sites proposant de la documentation sur la microfinance.

Le site de CERISE (www.cerise-microfinance.org) permet de télécharger l'ensemble des travaux de capitalisation, de renseigner le public sur les membres et les activités, et d'orienter les personnes qui découvrent la microfinance vers des sites de documentations plus généralistes.

Fin 2005, le site comptait autour de 1500 visites mensuelles, en progression constante depuis son ouverture.

BIM, Espace Finance et le portail de la microfinance

CERISE a produit en 2004 un BIM sur le travail des revues croisées : BIM du mardi 30 mars – La démarche de la revue des pairs entre opérateurs.

En juin 2005, un BIM a fait le point sur l'avancement du travail de Cerise et sur les perspectives des acteurs de la microfinance engagés sur le thème des performances sociales.

En juillet, un BIM de l'Iram traitait de la gouvernance sur la base du guide opérationnel Cerise-Iram finalisé en juin.

A l'occasion de l'ouverture prévue début 2005 du portail de la microfinance

(www.lamicrofinance.org), équivalent francophone du « Microfinance Gateway », CERISE et ses membres ont participé à la mise en œuvre de certains sujets, comme les dossiers thématiques sur la finance rurale (2005) et sur Impact et Performances sociales (prévu sur le site pour début 2006).

4. L'organisation du secrétariat technique de CERISE

Approximativement, la répartition du temps entre les différentes activités s'est répartie comme suit pour le secrétariat technique de CERISE :

Répartition du temps entre les différentes activités

| Activité | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|------------------------------------|------|-------|--------|--------------|--------------|
| Administratif | 15% | 9,5% | 9,3 % | 7,0% | 3,0% |
| Animation et échanges | 25% | 16,0% | 27,6 % | 9,8% | 36,4% |
| Capitalisation (sur fonds propres) | 40% | 34,5% | 26,5 % | 37,6% | 8,1% |
| Capitalisation (sous contrat) | 20% | 34,0% | 36,6 % | 45,6% | 52,5% |
| Nombre de jours de travail | 140 | 175 | 134 | 193 | 99 |

Depuis 2001, la capitalisation sous contrat progresse, en particulier sur 2004. Cela facilite le travail et l'autonomisation de CERISE mais il faut cependant noter que cette capitalisation sous contrat est facilitée à la suite d'une capitalisation sur fonds propres : les bailleurs prennent ainsi plus facilement en charge les travaux d'opérationnalisation d'outils suite à des capitalisations d'expériences (c'est le cas en particulier sur Gouvernance et sur Performances sociales). CERISE doit donc s'attacher à programmer les capitalisations d'expériences et l'opérationnalisation afin de pouvoir combiner le travail sur ressources propres et sous contrat alliant la capacité d'innovation et les ressources financières pour le réseau.

L'année 2005 (premier semestre) a surtout été marquée par des phases d'échanges du fait du calendrier international (année du microcrédit) et du calendrier propre de Cerise : finalisation de capitalisations et phase de diffusion (performances sociales et gouvernance). Le temps destiné à la partie administrative est très réduit, du fait de contraintes de temps, d'où par exemple un rapport d'activité pour 2004 et 2005 ! Le regroupement en un rapport se justifie aussi par la continuité du travail entre 2004 et le premier semestre 2005 et du fait que Cécile Lapenu était en congé maternité sur le second semestre 2005.

Les perspectives pour CERISE

Cerise a acquis une légitimité forte en termes d'échange, de capitalisation et de source d'information et d'outils opérationnels. Cette reconnaissance vient des praticiens, de la recherche et des bailleurs à l'échelle internationale (partenaires du Sud, partenaires européens et internationaux).

Cerise a montré sa capacité à mener un cycle complet de capitalisation à l'image du travail sur la gouvernance qui s'est construit sur quatre ans à travers une définition du thème, une capitalisation sur l'expérience concrète des membres et partenaires de Cerise et aboutit à la production d'un outil

opérationnel d'aide à l'analyse de la gouvernance. L'IRAM, chef de file sur ce dossier, reprendra par la suite le suivi opérationnel de ces travaux en termes d'aide à l'analyse et de formation pour les IMF et autres acteurs de la microfinance impliqués dans les questions de gouvernance.

Le renforcement des échanges avec les partenaires du Sud devient une réalité pour Cerise qui à travers le travail sur Gouvernance, Performance sociale et la participation au chantier Finance Solidaire a cherché à promouvoir des capitalisations croisées et des échanges et constructions conjointes. Ces échanges et cette élaboration participative des outils et capitalisations qui pourra donner dans la durée de la légitimité et la valeur aux travaux de Cerise.

Cerise doit encore chercher à renforcer ses relations avec les partenaires les plus proches, en les associant directement aux travaux et à la définition des stratégies de Cerise.

Une attention constante doit être portée à l'équilibre entre capitalisation, opérationnalisation d'outils et réponse à des demandes de bailleurs afin d'assurer dans la continuité la « viabilité financière » du réseau !

1999-2005, sept ans de capitalisation, d'échange et de réflexion ! Certains chantiers ont été menés à terme et transmis aux membres pour les suites plus opérationnelles, d'autres pourraient être lancés ; les partenariats ont été renforcés mais gagneraient à être concrétisés. Afin de définir sa stratégie sur les années à venir en termes de partenariat et de thèmes de travail, Cerise prévoit une « retraite » de quelques jours avec ses membres dans le courant du premier semestre 2006.

Annexe : Les rencontres 2004-2005

Atelier du CGAP sur le Reporting – 14 avril 2004

CERISE a été invité à participer à cette session sur le *Reporting* afin de présenter les démarches en cours sur le suivi des performances sociales. Le concept est encore loin d'être clair et largement partagé par les bailleurs qui, pour certains d'entre eux, y voient une occasion pour les IMF de se détourner de leurs exigences en termes de performances financières...

DONOR REPORTING AND PERFORMANCE MONITORING WORKSHOP

April 14, 2004, Paris

Summary of the Donor Reporting and Performance Monitoring Workshop

The first Thematic Workshop, on Donor Reporting and Performance Monitoring, was co-organized with the MIX (www.mixmarket.org). CERISE (www.cerise-microfinance.org) was invited as a special guest. Ten people from eight donor agencies attended.

The bulk of the meeting centered on a discussion of the obstacles donors face in promoting standardization for meaningful and transparent reporting and possible strategies to overcome them, followed by a hands-on introduction to the MIX Market. Short sessions also addressed two performance monitoring frontier issues: (1) social performance definition and measurement, and (2) application of performance monitoring to the financial systems development approach. The day concluded with action planning, during which participants identified next steps they could take either alone or in collaboration with CGAP system members. A consensus emerged for CGAP to develop core performance indicators that donor agencies could require of all microfinance institutions they support.

Atelier CGAP – CERISE sur les Revues Croisées – 19 mai 2004

CERISE et le CGAP ont organisé un atelier d'échange sur les méthodes et leçons des Revues Croisées engagées par le CGAP entre les bailleurs et par CERISE entre ses membres : présentation sur les leçons des Revues Croisées des Bailleurs de Fonds ; présentation sur les Revues Croisées de CERISE. Le thème des échanges a porté sur les conditions de réalisation de ces revues, et d'une façon générale sur l'efficacité de l'aide.

Etaient conviées à participer les ONG françaises travaillant dans le domaine de la microfinance.

Rencontres des réseaux européens – 7 juin 2004

Présents :

Bart de Bruyne (TRIAS – Forum Belge)
Robert Costermans (TRIAS – Forum belge)
Hugo Couderé (AlterFin – Forum belge)
Ben D'Excelle (Institute of Development Policy and Management – Universiteit Antwerpen)
Mark Niewkerk (Consultant – Forum belge)
Marc Mees (SOS Faim – Forum belge)
Thierry Défense (SOS Faim Lux. – Table Ronde Luxembourg)
Karin Faber (ADA – Table Ronde Luxembourg)
Frank Bakx (Rabobank Foundation – Plateforme hollandaise)
Jorgen Haug (Norwegian development network – group on microfinance)
Renée Chao-Béroff (CIDR – CERISE)
Cécile Lapenu (CERISE)

- 10-11h30 : présentation des réseaux

- 12h-13h : l'initiative sur les indicateurs de performance sociale (SPI)

Cécile Lapenu présente l'initiative et la phase actuelle de test. Beaucoup des participants ont déjà réagi sur cette initiative et s'y intéressent. Les réseaux sont intéressés à participer à l'initiative en proposant à leurs partenaires de tester l'outil et de participer à la revue externe.

- 14h-15h30 : Point sur les rencontres avec la commission européenne sur financement Microfinance des ONG

Renée Chao-Béroff et Marc Mees font le compte-rendu de la rencontre du 2 juin entre la commission européenne et les ONG

- 15h30 – 16h00 : Synthèse

Pour poursuivre les échanges, les réseaux trouveraient constructif de faire le point sur:

- la liste des plate-formes européennes existantes
- la liste des événements européens à venir sur Microfinance, en particulier pour 2005

Cela peut se contruire à travers des échanges Emails entre les participants. Les réseaux sont d'accord pour poursuivre

les échanges entre « réseaux » ce qui simplifie le processus de sélection dans la participation aux rencontres. Ce réseau de réseaux peut être un interlocuteur de la société civile pour la microfinance avec la commission européenne ou d'autres institutions multilatérales.

Le principe de cette rencontre convient aux réseaux, avec comme ordre du jour un membre qui présente une initiative et des discussions sur des axes plus politiques.

Les rencontres à l'échelle européenne se poursuivent sur la base d'échanges sur des thèmes techniques (performances sociales et impact, gouvernance, financement rural, site francophone de la microfinance, etc.). La construction d'un réseau plus formel n'a cependant pas encore progressé, les visions sur la structure et les objectifs de ce réseau divergeant entre les parties-prenantes.

Séminaire Coordination Sud sur la qualité – 23 septembre 2004

La qualité des actions de solidarité internationale - Compte rendu du séminaire du 23-09-04

Le séminaire sur la qualité de l'action des organisations de solidarité internationale s'est déroulé le 23 septembre 2004 dans le cadre du colloque organisé à l'occasion des 10 ans de Coordination SUD : « ONG : Nouveaux débats, nouveaux chantiers pour un monde de solidarité ».

Les interventions

Quelques éléments sur une démarche qualité dans une entreprise privé proposant un service (Chronopost)

Quelques réflexions sur la qualité dans les services d'intérêts généraux (France qualité publique) www.qualite-publique.org/

Problématiques et enjeux de la qualité dans les actions de solidarité internationale (par le CIDR)

Les initiatives des OSI en France : Le F3E (www.f3e.asso.fr) ; Synergie qualité (www.coordinationsud.org/synq) ; Le groupe URD et le Compas qualité (www.projetqualite.org/compas/compas.htm et www.urd.org) ; le Comité de la Charte de déontologie (www.comitecharte.org) ; CERISE (plate forme d'échanges sur les pratiques et les expériences en micro-finances ; <http://www.cerise-microfinance.org/>)

Les initiatives qualité des OSI hors de nos frontières : HAP (Humanitarian Accountability Partnership-International ; www.hapinternational.org) ; Medair Suisse ; Projet Sphère (www.sphere.org) ; INTRAC (www.intrac.org)

Synthèse des débats

- Les échanges avec les autres secteurs

Les questions partagées avec des porteurs de projets qualité issus d'autres secteurs sont nombreuses. Le fait de se confronter à des avis extérieurs aux OSI possède sens et pertinence : d'autres ont réfléchi avant nous et leur expérience peut nous guider, dans tous les cas nous permettre de gagner du temps dans nos réflexions. Cependant, la solidarité internationale intègre des spécificités qui font que les questions de qualité se posent en des termes particuliers et peut-être de manière plus complexe qu'ailleurs.

- Idéologie libérale et qualité

La course à la qualité peut correspondre à une vision très libérale du travail des OSI : la compétitivité accrue, la concurrence, l'affichage marketing primant. Cette situation rapprocherait les OSI du monde de l'industrie et du secteur privé, avec obligation de résultats et promotion de l'efficacité (rapports coûts-bénéfices). Cette notion de concurrence induit celle d'attribution de labels, de certification et de désignation d'une entité externe pour les décerner. Est-ce le meilleur moyen d'avancer ?

Dans ce cadre, les échanges avec le secteur privé, l'adoption de méthodes et de vocabulaire commun peut être entendu comme un rapprochement idéologique et un abandon des valeurs des OSI.

- Les normes et la certification

Les normes ISO sont basées sur des critères d'organisation et des procédures internes enregistrés dans un référentiel. Il s'agit de certifier la qualité de l'organisation interne d'une OSI. Avec une norme ISO, l'engagement pris est celui du respect des objectifs que l'on s'est fixés en terme d'organisation. En ce sens, la norme est un outil qui peut aider à mettre en place des procédures d'organisations mais ne va pas au delà.

Les OSI peuvent-elles se construire leur référentiel qualité, propre à leur métier : « on s'engage à... » ? Oui, si on considère que les normes, si l'on s'en fixe, doivent venir de l'intérieur ; cela a déjà été fait dans le cadre du comité de la charte.

- La multiplication des initiatives

La multiplication des initiatives et des programmes de recherche-action sur la qualité ne nuit-elle pas à l'image des OSI? Pour des observateurs externes, l'impression que le secteur est divisé, que les approches ne sont pas intégrées et que chacun travaille de son côté existe.

Un élément de réponse est que la diversité des démarches est liée à la diversité des tailles des organisations ainsi qu'à la

diversité de leur niveaux de réflexion, de maturité sur les thèmes de l'évaluation et de la qualité. Par ailleurs, entre les associations de développement et d'urgence, il y a des spécificités que les démarches sur la qualité doivent prendre en compte.

- Le coût des démarches

Trois réflexions au moins cohabitent :

· Les freins aux politiques qualité dans les OSI ne sont pas des questions de moyens mais des questions de culture. En effet, il y a des démarches qui ne sont pas coûteuses mais qui demandent de la volonté (par exemple les revues croisées : les OSI opèrent entre elles des contrôles croisés).

· Une démarche qualité, lorsqu'elle est réussie, permet de prévenir des erreurs et est alors moins onéreuse qu'une démarche de « réparation » des erreurs

· Une démarche qualité « fait vendre » auprès des donateurs. Quand ces démarches sont déclinées en certification externes, coûteuses, elles sont considérées de fait comme des opérations de communication.

- Plusieurs postulats face à la qualité

Pour mener une démarche qualité, les OSI ont le choix d'adapter diverses méthodes, pensées auparavant dans le monde de l'entreprise. Mais ces méthodes ne sont pas neutres, elles sont au service d'une conception de l'action. Aujourd'hui, la majorité des OSI françaises défendent l'idée d'un système qualité de type « assurance qualité » : il est construit autour de l'analyse des risques, activités par activités : Quels risques d'erreur prend-on à chaque étape d'un projet, quelles bonnes questions faut-il se poser à chaque étape pour les contourner ?

Les OSI françaises défendent les principes :

- de qualité contingente (liée à un contexte et à une culture),
- d'apprentissage continue et collectif,
- de questionnements permanents.

On peut parler de fondements divergents entre les ONG anglo-saxonnes et les ONG françaises, bien qu'il soit toujours possible d'établir des passerelles entre les différentes visions. L'approche par le droit (« right base approach » : l'aide humanitaire est un droit) et l'utilisation de normes sont les deux thèmes à partir desquels il est possible de distinguer deux visions, française et anglo-saxonne.

Ainsi les OSI ont schématiquement deux options pour la poursuite des travaux sur la qualité. La première est liée à un positionnement par rapport à un « marché de la qualité », qui privilégie l'approche par les procédures et le contrôle externe. La deuxième privilégie la construction collective, qui est propre au secteur associatif. Ce que souhaiteraient la majorité des associations c'est inventer des démarches qui s'articulent aux finalités et aux fondements de l'engagement des associations de solidarité internationale.

D'après le compte-rendu de Cécile Ziégélé, Coordination, accessible sur le site de Coordination Sud, rubrique « éthique et qualité » (<http://www.coordinationsud.org/>)

Atelier du CGAP sur Performance sociale et évaluation d'impact – 8 octobre 2004

Malgré certaines réticences des bailleurs ressenties lors de l'atelier du 14 avril, le CGAP a organisé une session spécifique sur les performances sociales et l'évaluation d'impact qui a permis d'échanger sur les différentes initiatives en cours et sur les intérêts et perspectives sur ce thème.

SOCIAL PERFORMANCE AND IMPACT ASSESSMENT
Thematic Workshop – CGAP - Friday, 8 October 2004, Paris

Agenda

9:00-9:15 Welcome and Expectations

9:15-9:45 Introduction and Presentation of Social Performance Framework

During this session, a framework for thinking about social performance assessment from a donor perspective will be presented. The framework intends to clarify diverse terminology used that sometimes creates confusion, and will provide a common reference point for the remainder of the workshop.

9:45-10:45 Getting to the Double Bottom Line – Understanding Donor Information Needs

The purpose of this session is to have a frank discussion on the demand for social performance information. In recent years, much progress has been made in agreeing on the type and use of financial performance information collected. Social performance assessment is far less advanced, and remains contentious for some. The results of the Donor Information Needs survey (attached to this email) will be distributed during the session.

10:45-11:15 Coffee break

11:15-12:45 State of the Practice – Update on Initiatives, Approaches and Tools
IMP-Act, CGAP and the Ford Foundation will provide an update on the different initiatives and tools available on social performance. They will discuss the pros and cons of the various approaches. Methods for best matching various social performance assessment approaches or tools to different information needs will also be discussed.

12:45-1:45 Lunch, with a special event
Launch of the book, Microcredit: Sound Business or Development Instrument, by Gret van Maanen, founder of Oikocredit, the Netherlands.

1:45-4:00 Choices, Trade-offs, and Lessons Learned
The purpose of this session is for participants to share their experiences in social performance assessment. Key areas of discussion will include: (1) time and resources needed; (2) methodological challenges; (3) results achieved; and (4) use of information.

4:00-4:30 Coffee break 4:30-5:30 Implications for Our Agencies: Action Planning and Next Steps

Préparation de l'Année du Microcrédit et Conférence de presse du 18 novembre 2004

CERISE, en collaboration avec Coordination Sud et Finansol s'est constitué en collectif des acteurs français du microcrédit pour participer activement à l'année internationale du Microcrédit en 2005. Le collectif a débuté son action par une conférence de presse pour présenter ses objectifs et ses ambitions pour 2005. Le programme de l'Année et le dossier de presse sont accessibles sur le site ouvert à cette occasion : www.2005microcredit.net

“2005 : l'Année Internationale du Microcrédit- Bâtir un secteur financier ouvert à tous”
Communiqué de presse – Paris, le 18 novembre 2004

L'année 2005 a été déclarée par l'ONU, Année Internationale du Microcrédit. Elle doit permettre de faire le point sur les expériences engagées, et de préparer le changement d'échelle de la microfinance pour répondre aux besoins de 3 milliards de personnes n'ayant pas accès aux services financiers.

L'accès à ces services et plus particulièrement au microcrédit est l'un des moyens d'atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire qui visent à réduire de moitié, d'ici 2015, le nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour.

Le microcrédit touche déjà plus de 60 millions de personnes dans le monde.
En France, la demande actuelle est estimée à 30 000 projets par an et 300 000 si les obstacles législatifs et réglementaires sont levés.

Le Collectif des acteurs français du microcrédit et plus largement des finances solidaires, formé de « Finansol », « Coordination Sud », « Cerise » et présidé par Maria Nowak, Présidente de l'Adie et du Réseau Européen de Microfinance, a décidé d'œuvrer ensemble pour la réussite de l'Année Internationale du Microcrédit.

Le 18 novembre 2004, à l'occasion du lancement de cette année :

· Nous appelons l'opinion publique à reconnaître l'esprit d'entreprise de tous ceux qui sont aujourd'hui exclus de l'accès au crédit. L'exclusion financière n'est pas, seulement la conséquence, mais est aussi la cause de la pauvreté, dans la mesure où elle empêche les personnes démunies de développer des activités génératrices de revenu.

· Nous appelons les Gouvernements de l'Union et la Commission Européenne à lever les obstacles institutionnels au développement des microentreprises et du microcrédit. Plus particulièrement, nous demandons que :

- les principes approuvés par les Etats membres du G8 concernant la création des institutions viables permettant d'assurer les services financiers pérennes aux plus pauvres soient appliqués dans tous les pays ;

- les directives communautaires et les lois bancaires reconnaissent que l'objectif du système financier n'est pas seulement sa stabilité, mais aussi son ouverture à tous les acteurs économiques ;

- le Comité de Bâle soit chargé par le Forum de Stabilité Economique de faire l'inventaire des meilleures pratiques en matière de réglementation (ou de non réglementation) des institutions de microfinance.

· Nous appelons les acteurs publics et privés à financer le développement du microcrédit. A ce titre:

- nous soulignons l'importance de l'épargne locale qui assure les deux tiers des financements actuels, celle des transferts des travailleurs émigrés évalués à 93 milliards de dollars et le poids croissant de l'épargne solidaire, qui, en France, atteint 550 millions d'euros ;

- nous regrettons la faiblesse des financements publics alloués au microcrédit qu'il s'agisse de l'aide internationale ou de la coopération bilatérale française, qui pourtant, a été l'une des premières à soutenir, depuis 20 ans, le développement du microcrédit en Afrique. Les acteurs de la microfinance demandent une augmentation de ces moyens afin de pouvoir réaliser, au moindre coût, les Objectifs de Développement du Millénaire.

- nous nous félicitons de l'intérêt croissant des banques françaises et européennes pour le développement du microcrédit. Aux banques mutualistes, s'ajoutent désormais des banques commerciales qui interviennent au double titre de l'investissement solidaire et de l'extension du marché vers une clientèle nouvelle.

- nous demandons aux agences de notation des entreprises socialement responsables d'intégrer le microcrédit et l'appui à l'ensemble des acteurs de la microfinance en France et en Europe dans les critères de notation au même titre que le respect des droits de l'homme et l'environnement.

· Pour développer le microcrédit, nous nous engageons à améliorer le bon fonctionnement des institutions qui en ont la charge:

- en optimisant les bonnes pratiques à travers les institutions que nous animons ou auxquelles nous apportons notre appui ;

- en participant activement à la constitution des systèmes de financements locaux et à l'ouverture des services financiers à tous les segments de la population en France, en Europe et dans tous les pays où nous intervenons ;

- en assurant, dans toute la mesure du possible, la pérennité de ces institutions et des services apportés aux plus démunis.

Le défi de l'année du microcrédit est de bâtir un système financier ouvert à tous permettant une véritable démocratisation de la finance au double bénéfice de la croissance et de la cohésion sociale. Nous relevons le défi.

Forum Microfinance Suisse – 19 novembre 2004

Dans le cadre de la collaboration de CERISE avec la Coopération suisse et la Fondation Argidius sur la deuxième phase de SPI, CERISE a participé à un forum sur les performances sociales des institutions de microfinance qui a été l'occasion de partager la démarche de la Fondation Argidius et de CERISE sur ce thème.

SAVINGS AND CREDIT FORUM – BERN, NOVEMBER 19TH, 2004

Social performance of micro finance institutions

December 14th, 2004

When talking about microfinance institutions (MFIs) we often want to hear first about their financial performance: does the institution cover its costs? Does it operate in an efficient way? How big is the portfolio at risk and what is the volume of loans? This shall not make us forget that microfinance institutions' original and most important mission is to serve poor women and men, who are excluded from the formal banking sector and who can only benefit from such institutions if services are adapted to their needs and special conditions. The latter is about measuring the social performance of the institutions: To what extent does the institution serve the poor and excluded? Are the services adapted to the needs of the clients? Does it have a positive influence on the social cohesion among clients? The quality of the services provided by the institution will depend on the level of satisfaction of its staff, measured through the staff turnover, for example.

In recent years, several initiatives from the donor community and development organizations in the North have contributed to develop social indicators to measure the poverty outreach and the impact of microfinance. SDC's Savings & Credit Forum, held in Bern on November 19th, gave us the opportunity to learn about these different initiatives, in particular to see how much work is needed to develop a tool that can be used by microfinance institutions around the world to measure and compare their social performance.

In the morning, Dr. Koenraad Verhagen, consultant on microfinance and co-operative economy, introduced the topic of “social performance”, situating it in the project planning, implementing and monitoring cycle.

Social and financial performance indicators provide us with information about the institution’s effectiveness in achieving its objectives. The strategy, staff capacity, instruments and knowledge management complete the information about the institution’s effectiveness.

“Social performance measures how well an institution has translated its social goals into practice”. These goals, which have to be predefined in the institution’s strategy can be: increase the number of “poor” clients, improve the quality and adequacy of products, improve the living conditions of clients, etc.

Social performance has to be distinguished from impact evaluation. While social performance indicators provide regular information about an organization’s product design, actions and outcome, an impact evaluation is a more in-depth and expensive exercise of measuring the changes in the clients socio-economic situation imputable to the organization.

In the plenary discussion following the presentation, different interesting aspects came up:

- Although the willingness to measure social performance is stronger among donors than MFIs, the instrument is also very useful for the MFIs. It helps them ask the right questions about whether their products are adapted to clients’ needs, whether clients are satisfied with the institution, whether the institution is contributing to increase the social links among clients/members. All these are indicators of the institution’s social sustainability.
- For donors and investors in microfinance, the social performance indicators can help them take decisions about which institutions still need subsidies and which not. For example an MFI which serves only poor people in remote rural areas might need more subsidy than an institution which serves small enterprises in densely populated cities.
- Since more and more MFIs transform into banks, it is important to ensure that they still fulfil their social mission.

The second presentation, by Dr. Cécile Lapenu, executive secretary of CERISE (platform of France-based microfinance support organizations), provided us with one specific instrument to measure social performance of MFIs, developed in the framework of a social performance indicators initiative. Over a period of 3 years a group of researchers and practitioners joined forces to design a questionnaire that allows to measure and compare MFIs’ social performance. It is a complement to financial performance indicators which are now widely disseminated and accepted in the microfinance industry. Cecile stressed the importance of including different stakeholders in the development of the questionnaire and of field-testing it among different types of institutions and environments, in order to obtain a tool adapted as much as possible to the diversity of the industry.

The questionnaire looks at four dimensions of social performance: 1. Outreach towards the poor and excluded. 2. Adaptation of the services and products to the target clients. 3. Improvement of social and political capital of clients. 4. Social responsibility of the institution towards its staff, its clients and the community. A comprehensive analysis of the results and of the tool itself will be available by march 2005 (<http://finsol.socioeco.org>). Meanwhile, Cecile has shown us some interesting applications of the tool: for example, we will be able to analyse whether there is a positive, negative or zero causality relation between financial and social performance of an institution.

The questions and remarks which came up in the plenary discussion:

- The questionnaire can be an important piece of information for donors to negotiate with the partner MFI and fix common goals as to the social performance of the institution, in addition to the financial performance.
- The tool does not allow measuring impact. It is complementary to impact assessment and client satisfaction surveys.
- The measure of corruption has been left out of the questionnaire on purpose, because indicators should be easily verifiable and should not be source of trouble!
- The results of the questionnaire will contribute to the recurrent debate on financial versus social sustainability. It will provide insight on whether there is an antagonism between financial sustainability and poverty outreach.
- The instrument provides important information to the MFI’s board of directors and allows to analyse the evolution of activities over the years.
- The data provided by the questionnaire cannot be read independently of the institutional and political context of the MFI. Not all dimensions of an institution (organizational set-up, legal and political framework, infrastructure, etc.) can be addressed in such a questionnaire. A comparison of results has to be done carefully and weighted according to each institution’s specificity.

The last input of the forum, by Dr. Verhagen, provided us with a comprehensive overview of other current initiatives in the area of development of social indicators for the microfinance industry. Besides CERISE, the main actors involved financially and operationally are SEEP, CGAP, Accion International and Opportuni international.

Mr. Verhagen also explained that all these initiatives have developed different - but complementary - tools with

different purposes related the social aspects of MFIs. These tools (impact assessment, market research, poverty assessment, social performance assessment) should serve the MFI to self-assess its social performance and to inform its donors and investors about its social plus financial performance, and should provide socially responsible investors and donors with a “social audit”.

The powerpoint presentations of the forum and a list of references on social performance can be downloaded under: <http://www.intercooperation.ch/finance/download/#pvsc>.

On behalf of the BSM Finance team,
Isabelle Dauner Gardiol, Intercooperation

Région Centre – 4e Rencontres régionales de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale – 27 novembre 2004

Gros plan sur les acteurs du développement local. CERISE, avec le GRET, et au côté des acteurs de la coopération décentralisée, a participé à des ateliers sur les initiatives économiques au cœur des stratégies de développement local, et en particulier les modes d'intervention en microfinance (évolution et perspectives du secteur, diagnostic de la situation, choix méthodologiques, outils nécessaire à la mise en œuvre, etc.). (<http://www.regioncentre.fr/>)

Forum électronique sur Performances sociales – 27 novembre – 17 décembre 2004

La deuxième phase de l'initiative sur les indicateurs de performance sociale a donné lieu, à l'issue des tests de l'outil SPI auprès des IMF, à une « restitution virtuelle ». Le forum, avec le support du Chantier Finance Solidaire, a réuni les membres de CERISE, le comité de pilotage (SDC, FPH, Fondation Argidius, Université de Goettingen, etc.), et les partenaires de CERISE intéressés afin de partager les résultats de la phase de test du questionnaire SPI et de discuter de propositions de finalisation de l'outil. L'ensemble des discussions, en français, anglais et espagnol, est accessible sur le site du Chantier Finance Solidaire (<http://finsol.socioeco.org>).

Rencontre sur les suites du Tsunami à l'initiative du MAE – 17 janvier

Réponse de CERISE face aux effets du tsunami en Asie du Sud-Est

Le tremblement de terre et le tsunami qui ont dévasté les côtes de l'Asie du Sud-Est ne peuvent bien évidemment laisser indifférents. Comme beaucoup d'entre vous, les membres du réseau Cerise se sont interrogés sur la meilleure façon d'aider ces régions à se reconstruire et notamment sur la contribution de la microfinance et ses opérateurs dans ces circonstances.

L'ampleur du tsunami et son impact dévastateur sur la vie des familles et sur les infrastructures locales exigent à l'heure actuelle une réponse massive d'aide d'urgence et d'efforts de reconstruction. Cette réponse dépend de l'action des ONG d'urgence, de l'action des Etats et de l'aide publique. Il faut distinguer ce qui doit relever du don et ce qui peut relever de prêts. On ne peut pas demander à une famille qui a tout perdu de s'endetter dans l'immédiat pour reconstruire sa maison, ou relancer ses activités alors qu'elle n'a même plus de sources de revenus ; peut être même a-t-elle perdu certains des membres qui assuraient sa subsistance au quotidien...

Nous voulons rappeler que l'action de la microfinance s'inscrit dans la durée. Elle propose des services financiers à des personnes qui sont en mesure de les utiliser de façon constructive :

- les prêts peuvent permettre aux familles de développer leurs activités économiques, d'améliorer leurs conditions de vie, de répondre à des besoins immédiats ; ils doivent s'inscrire dans un contexte où les familles ont la possibilité de les rembourser sur leurs propres sources de revenus.
- L'épargne, engrangée peu à peu, offre une autre alternative, pour répondre à des besoins urgents parfois inattendus, ou à des investissements programmés, mais cette épargne se construit dans le temps, à partir des surplus, aussi limités soient-ils, tirés des revenus des familles.
- La microassurance offre dans des conditions bien spécifiques (risques individuels, limités, quantifiables, etc.) des réponses pour des besoins de santé, la perte limitée de bétail, le décès d'un emprunteur, etc.

L'action de la microfinance requiert un minimum d'infrastructures, d'activités économiques et de filières de production si l'on ne veut pas entraîner les emprunteurs dans des spirales d'endettement.

Comme le souligne le CGAP, les institutions de microfinance elles-mêmes sont sans doute durement touchées sur ces zones et leurs portefeuilles devront être protégés. Des actions de rééchelonnement de dette, de renforcement de capital, de prêts à long terme devront sans doute être envisagées afin que les IMF puissent résister aux pertes subies par leurs clients et reprendre rapidement leurs activités.

Sur le long terme, la contribution de la microfinance, tout comme dans les zones « post-conflit », pourra répondre aux besoins de reconstruction et de redynamisation de l'activité économique en offrant une gamme diversifiée de services à ces clients : épargne, crédit à l'investissement, crédit rural, crédit à l'habitat, etc.

Pour l'heure, il ne peut être question que de reconstruction sur la base de don, de redémarrage des activités économiques et de mise en sécurité des institutions de microfinance dans les zones touchées.

CERISE prend contact avec ses partenaires asiatiques, en particulier le réseau INASIA, pour voir avec eux quels sont les besoins immédiats et futurs des institutions de microfinance et de leurs clients sur ces zones.

Rencontre avec le réseau SEEP – Washington DC – 17 février 2005

CERISE a présenté son travail sur les performances sociales et participé avec les membres de SEEP aux travaux sur le glossaire des termes sur le thème des performances sociales.

Conférences internationales de Paris sur le microcrédit – 20-21 juin 2005

La microfinance est aujourd'hui mondialement reconnue comme un vecteur efficace de lutte contre la pauvreté. Cependant une grande partie des habitants de notre planète, notamment dans les pays en développement et plus particulièrement en Afrique, n'ont pas encore accès à des services financiers de base, qu'il s'agisse d'épargne, de crédit, de moyens de paiement sécurisés. L'objectif central a donc été d'examiner et de proposer les voies et moyens permettant à ces populations, notamment les plus vulnérables d'entre elles, d'accéder aux services financiers. Sachant qu'une impulsion forte est nécessaire pour permettre à la microfinance de «changer d'échelle», l'atteinte de cet objectif passe par une implication de tous les acteurs : États, ONG, banques, secteur privé, et bailleurs de fonds. La conférence de Paris, intitulée «ELARGIR L'ACCÈS À LA MICROFINANCE : ENJEUX ET ACTEURS» s'est inscrite dans le contexte de l'année 2005 proclamée «Année internationale du microcrédit» par le Secrétaire Général des Nations Unies. Elle a été organisée par la France à l'initiative du Président Chirac qui, lors du G8 de Sea Island en juin 2004, et du Sommet de la Francophonie à Ouagadougou en novembre dernier, avait déjà formulé des propositions en faveur du développement de ce secteur. Elle prend place dans une série de réunions internationales qui auront marqué en 2005 la volonté affirmée de la communauté internationale de s'attaquer aux fléaux de la pauvreté et du sous-développement, particulièrement en Afrique. Il s'agit notamment du G8 réuni début juillet sous présidence britannique et du Sommet de suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), organisé à l'automne par les Nations Unies.

ORGANISATION ET DÉROULEMENT

La conférence « officielle » du 20 juin. La Conférence du 20 juin était organisée par le Gouvernement français et l'Agence Française de Développement (AFD), en partenariat avec les agences de coopération partenaires britannique (DFID) et allemande (KfW) et avec le CGAP (Groupe Consultatif d'Assistance aux Pauvres), en étroite association avec le Collectif des acteurs français de la microfinance. Elle a réuni environ 550 participants des cinq continents : représentants des gouvernements et des banques centrales, des institutions internationales d'aide au développement, des ministères et agences de coopération, de la société civile et du secteur privé du Nord et du Sud. La conférence a été ouverte par le Président de la République, en présence du Professeur Yunus, fondateur de la Grameen Bank, de MM. Driss Jettou, Premier Ministre du Maroc, Abdou Diouf, Secrétaire Général de la Francophonie et Edoardo Bazoberry, Directeur Général du Fonds PRODEM de Bolivie, qui avaient chacun été invités auparavant à témoigner de leur expérience et à faire part de leurs propositions pour le développement du secteur de la microfinance dans le monde.

Elle a comporté 4 sessions thématiques :

- Quelle demande pour la microfinance ? Etat des lieux, impact et nouvelles frontières géographiques et sectorielles.
- Le rôle clé des Etats et des banques centrales dans la création d'un environnement porteur.
- Acteurs privés et nouveaux partenariats.
- Le rôle catalyseur des bailleurs de fonds.

La conférence a été clôturée par Mme Brigitte Girardin, Ministre déléguée à la coopération, au développement et à la francophonie, à la suite des interventions de MM. Hervé Bazin, Ministre de l'économie et des finances de Haïti et Louis Michel, Commissaire européen en charge du développement et de l'aide humanitaire.

La journée d'ateliers et d'échanges du 21 juin

Cette journée d'ateliers et d'échanges a été organisée par le collectif des acteurs français de la microfinance présidé par Mme Maria Nowak, Présidente de l'ADIE, en lien avec Planet Finance. Elle a réuni environ 350 participants, essentiellement représentants d'ONG, d'opérateurs du secteur de la microfinance et du secteur privé du Sud et du Nord, au Centre de Conférences Internationales Pierre Mendès France de Bercy.

Les échanges ont été organisés en 5 ateliers sur les thèmes suivants :

- finance rurale,
- microfinance en Europe,
- nouveaux produits en microfinance,
- impact social,
- accès des IMF aux sources de financement.

Les réunions en ateliers ont été précédées d'une séance plénière associant les conseillers de haut niveau du Secrétaire Général des Nations Unies pour l'Année du Microcrédit et les membres du groupe de travail conjoint DFID/Banque Mondiale, sur le thème de la mesure de l'accès des populations aux services financiers.

La journée a été clôturée par une intervention de M. Henri Rouillé d'Orfeuil, Président de Coordination Sud, qui a présenté, en présence et au nom de représentants de réseaux internationaux de la microfinance des cinq continents, une «Déclaration des réseaux internationaux de microfinance», qui devait être portée à l'attention des Chefs d'Etat du G8 dans la perspective du Sommet de Gleneagles.

LES ENJEUX ET LES MESSAGES DE LA CONFÉRENCE

I Les enjeux

Aujourd'hui le secteur de la microfinance est confronté à trois défis :

- Il doit être en mesure d'accroître significativement son offre de services financiers et de diversifier ses produits afin de répondre aux besoins des populations.

Ainsi, on évalue le nombre d'institutions de microfinance dans le monde à environ 10 000, couvrant environ 60 millions de bénéficiaires, ce qui est notoirement insuffisant, alors que plus de la moitié de la population mondiale n'a pas accès aux services financiers. La couverture du secteur rural est très insuffisante. Par ailleurs, de nouveaux produits tels que le crédit au logement, la micro-assurance et des crédits adaptés aux besoins diversifiés des petites entreprises restent à développer.

- Il doit poursuivre sa professionnalisation pour assurer sa pérennité. En effet, c'est en améliorant leur professionnalisation que les Institutions de Microfinance (IMF) pourront répondre aux besoins croissants de leur clients tout en assurant l'équilibre de leur exploitation et leur propre pérennité.
- Enfin, pour se développer significativement, le secteur de la microfinance doit mobiliser les ressources du secteur privé. Il s'agit tant de l'épargne du public que du refinancement des banques à travers le développement de partenariat de long terme ou des investissements en fonds propres de sociétés privées de plus en plus intéressées à s'engager dans la microfinance. C'est pour faire face à ces nouveaux enjeux que la communauté internationale doit se mobiliser, chacun des acteurs (Gouvernements, Banques centrales, secteur privé, société civile, bailleurs de fonds), étant appelé à jouer le rôle qui lui revient. C'est le sens des messages qui ont été délivrés tout au long des deux journées de cette conférence.

I Les messages

Dans son allocution d'ouverture, le Président Jacques Chirac a exprimé la nécessité pour la microfinance de changer d'échelle, c'est-à-dire de «passer de quelques dizaines de millions de bénéficiaires aujourd'hui à plusieurs centaines de millions demain». Pour ce faire, il a souligné la nécessité d'établir tout d'abord un cadre légal et fiscal adapté, rappelant notamment l'accompagnement par la France de ses partenaires de la zone franc dans leurs efforts d'adaptation de leurs législations. Il a également souhaité que le Comité de Bâle et les institutions financières compétentes lancent une action de diffusion systématique de bonnes pratiques, afin d'adapter les normes bancaires nationales et internationales aux réalités de la microfinance. Concernant le rôle de catalyseur des bailleurs de fonds, le Président de la République a préconisé la mobilisation de 3 milliards de dollars de fonds publics par an, soit un triplement des moyens actuels, permettant de porter à 600 millions le nombre de bénéficiaires d'ici 2015. Le Président de la République a tenu à souligner que la France prendrait toute sa part dans cet effort en invitant à «mobiliser l'ensemble de ses instruments de financement pour décupler au cours de la prochaine décennie le nombre de bénéficiaires de microcrédits attribués par les institutions qu'elle appuie». Plaçant l'Afrique au cœur des priorités de l'aide française au développement, sous le signe de la responsabilité et de la solidarité, le Président Jacques Chirac a déclaré que la «microfinance doit constituer un élément à part entière de la stratégie de développement de ce continent», préconisant également de mieux intégrer dans les réflexions en cours en matière de protection sociale en Afrique, le rôle que pourrait jouer la micro assurance pour protéger les personnes travaillant dans le secteur informel.

Dans son discours de clôture, Mme Brigitte Girardin, après avoir déclaré que la microfinance apporte une réponse courageuse aux défis du développement, affirmant qu'il ne s'agit pas «d'une action de charité, mais de développement responsable dans l'équilibre financier, et que la primauté doit être accordée à la viabilité de ces micro banques, à leur bonne gestion et à leur développement au service du plus grand nombre». Elle a mis l'accent sur le rôle de la microfinance comme outil essentiel à la fois pour favoriser le développement local, pour lutter contre la pauvreté et la précarité et réduire les fractures sociales. Elle a également rappelé que la France a centré sa stratégie d'appui à ce secteur selon 4 axes : • améliorer la performance générale du secteur par des actions de formation et de renforcement des capacités ; • appuyer les gouvernements dans la mise en place de cadres juridiques et fiscaux adaptés et la définition de stratégies sectorielles ; • favoriser et accompagner les partenariats entre les institutions de microfinance et le secteur privé, en utilisant notamment la facilité d'investissement en microfinance de l'AFD, dotée de 230 millions d'euros ; • contribuer à la réflexion internationale sur le secteur, favoriser les transferts de savoir-faire, développer la concertation, comme lors de cette conférence, tout en indiquant une nouvelle voie qui est de mieux associer les institutions de microfinance à la mise en oeuvre des politiques de codéveloppement.

Enfin, dans leur déclaration finale de la journée du 21 juin, les réseaux internationaux de la microfinance, associés à Coopération Sud, marquant leur engagement dans la réalisation des OMD et soulignant «la responsabilité des décideurs et des leaders mondiaux dans ce domaine», ont demandé, dans cet esprit, notamment : • D'inclure la microfinance dans les politiques économiques et sociales nationales et internationales, en s'assurant qu'aucun segment de la population n'est victime d'une exclusion financière. • De désigner dans chaque pays une instance de coordination de la microfinance. Cette organisation doit avoir l'autorité nécessaire, soit pour traiter directement les questions, soit pour mobiliser les autorités gouvernementales ou administratives compétentes. • De construire en accord avec les acteurs concernés un cadre légal et réglementaire qui tienne compte du double objectif de la microfinance : social et financier, et d'ouvrir l'accès aux services financiers au travers d'un continuum d'institutions de microfinance. Un inventaire des bonnes pratiques en matière de réglementation devrait être réalisé par le Comité de Bâle pour faciliter le travail des autorités financières dans ce domaine. • D'encourager un partenariat public-privé nécessaire pour développer les infrastructures et les compétences financières du secteur. • D'intégrer le soutien à la microfinance parmi les critères de notation de l'investissement socialement responsable. Cette déclaration résume les principales conclusions des travaux d'ateliers de la société civile, et devait

être portée à l'attention des Chefs d'Etats du G8 et des Nations Unies, en phase avec les principales recommandations issues de la conférence du 20 juin.

Par le nombre et la qualité des participants, par le caractère mobilisateur des thèmes et des messages délivrés, la conférence a marqué une étape importante dans le déroulement de l'Année mondiale du microcrédit. Elle a notamment réaffirmé l'engagement de la coopération française, à travers les actions conjuguées du Ministère des Affaires étrangères et de l'AFD, pour le développement de ce secteur. Dans ce cadre, l'AFD a décidé en 2005 des octrois de financement à la microfinance de près de 35 millions d'euros, soit plus du double des volumes octroyés les années précédentes.

Source : Portail de la microfinance

http://www.lamicrofinance.org/files/16571_file_conf_rence_microfinance_compte_rendu_20_juin.pdf

Bibliographie : Travaux et publications CERISE

Impact et Performances sociales

CERISE, Dossier thématique « Impact et performances sociales » sur le portail de la microfinance (mise en ligne prévue janvier 2006), http://www.lamicrofinance.org/resource_centers/, ADA, GRET, SDC.

IFAD, 2006 (to be published). Social Performance Assessment in Rural Finance, IFAD, with contribution from Imp-Act, CGAP and CERISE.

CERISE, 2005. Audit of the social performance of microfinance institutions : the definition of a tool – Synthesis Report - Social Performance Indicators Initiative – Phase 2 (SPI 2), SDC, FPH,

CERISE, 2005. Audit of the social performance of microfinance institutions : the definition of a tool – Complementary Report N°1: The New Version of the Questionnaire - Social Performance Indicators Initiative – Phase 2 (SPI 2), SDC, FPH, 27 p.

CERISE, 2005. Audit of the social performance of microfinance institutions : the definition of a tool – Complementary Report N°2: The Companion Guide to the Questionnaire - Social Performance Indicators Initiative – Phase 2 (SPI 2), SDC, FPH,

CERISE, 2005. Audit of the social performance of microfinance institutions : the definition of a tool – Complementary Report N°3: The results of the Field Testing - Social Performance Indicators Initiative – Phase 2 (SPI 2), SDC, FPH, 16 p.

CERISE, 2005. Audit des performances sociales d'une institution de micro finance: définition d'un outil – Rapport complémentaire N°1: la nouvelle version du questionnaire, Initiative sur les indicateurs de performance sociale – Phase 2 (SPI2), Coopération Suisse, FPH, 27 p.

Lapenu, C., Zeller, M., Greeley, M., Chao-Bérouff, R., Verhagen, K., (2004) Performances sociales : Une raison d'être des institutions de microfinance...et pourtant encore peu mesurées. Quelques pistes ? Revue Monde en Développement, Tome 32, 2004/2 – N°126, pp 51-68.

Zeller, M., Lapenu, C., Greeley, M., 2003 (October). Measuring Social performance of micro finance institutions: A proposal. Social Performance Indicators Initiative (SPI), Final Report. Argidius Foundation, CGAP, 18 pages + 4 complementary reports.

CERISE, 2003 (Mars). *L'évolution des enjeux et outils de l'analyse d'impact en microfinance*. Techniques Financières et Développement, Epargne Sans Frontière, N°70.

Lapenu, C., (2003). *Un outil d'évaluation du niveau de vie des clients des institutions de microfinance*. in Exclusion et Liens financiers, rapport du Centre Walras, Economica, Paris.

Gouvernance

Lapenu, C., Pierret, D., 2005. Operational Guide for Evaluating the Governance of Microfinance Institutions, CERISE, IRAM, IFAD, GTZ, 98 p. (<http://www.cerise-microfinance.org/publication/gouvernance.htm#telecharger>)

Lapenu, C., Pierret, D., 2005. Guide opérationnel d'analyse de la gouvernance d'une institution de microfinance, CERISE, IRAM, FIDA, GTZ, 95 p. (<http://www.cerise-microfinance.org/publication/gouvernance.htm#telecharger>)

CERISE (2003). *Enjeux et limites de la participation des bénéficiaires et des salariés dans la structure de gouvernance des institutions de microfinance*. in Exclusion et Liens financiers, rapport du Centre Walras, Economica, Paris.

Lapenu, C. 2002 (octobre – décembre). *La gouvernance en microfinance : grille d'analyse et perspectives de recherche*. Revue Tiers Monde, tome XLIII, n°172, pp 847 – 865.

CERISE, 2002. *La gouvernance en microfinance : grille d'analyse et études de cas*. Document préparatoire à la rencontre thématique du 15 octobre 2002. 136 p.

Revue des Pairs

CERISE (2006, à paraître). Peer Review – Revue des Pairs, Propos d'étape : enseignements et interrogations sur les modes d'intervention en microfinance tirés de l'analyse du portefeuille du GRET, 26 p.

CERISE (2006 à paraître). Peer Review – Revue des Pairs, Propos d'étape : enseignements et interrogations sur les modes d'intervention en microfinance tirés de l'analyse du portefeuille de l'IRAM, 26 p.

CERISE (2004). Peer Review – Revue des Pairs, Propos d'étape : enseignements et interrogations sur les modes d'intervention en microfinance tirés de l'analyse du portefeuille du CIDR, 26 p.

Mode d'intervention

IFAD 2003 (March). Decision Tools for Rural Finance, International Fund for Agricultural Development, Roma, Italy 95 p.

CIDR, CERISE, 2001 (Décembre). Stratégie Régionale en Finance Rurale, Afrique Centrale et de l'Ouest, Tome 1 : Rapport principal, Rapport provisoire, Fonds International de Développement Agricole, Rome, 73 p.

CIDR, CERISE, 2001 (Décembre). Stratégie Régionale en Finance Rurale, Afrique Centrale et de l'Ouest, Tome 2 : Revue des projets, Rapport provisoire, Fonds International de Développement Agricole, Rome, 120 p.

CERISE, 2000. *Les modes d'intervention en microfinance*. Article paru dans « Techniques Financières et Développement », n°59, décembre 2000, 15 p.

CERISE, 2000. *Réflexions des Organisations de Solidarité Françaises en matière de microfinance*. Note de synthèse réalisée pour les OSI dans le cadre de la réunion de concertation « Club des OSI/AFD », 10 octobre 2000, 18p.

CERISE, 1999. *Les contraintes et défis de la viabilité des systèmes de microfinance en zones rurales défavorisées en Afrique*. Etude réalisée pour le compte du Fonds d'Equipeement des Nations Unies (FENU). Mai 1999. 69 p.

Financement de l'agriculture et du monde rural

Lapenu, C., Fournier, Y., Ichanjou, P. (2003). *Potentialités et limites de la caution solidaire. in Exclusion et Liens financiers*, rapport du Centre Walras, Economica, Paris.

Lapenu, C., 2003 (Juillet). *La microfinance en appui aux activités non-agricoles et para-agricoles en milieu rural*, Revue Thématique Agridoc, N°5, BDPA, pp 27-28.

Wampfler B., Lapenu C., 2002. *La microfinance au service de l'agriculture familiale*. Résumé exécutif du séminaire international, 21-24 janvier 2002, Dakar, Sénégal. Afraca, Cirad, Cta, Mae, Enda Graf, Fida, Cerise. Français / Anglais. Ministère Français des Affaires Etrangères, Série « Partenariats ». 36 p.

Fournier, Y., Konaté, M., Lapenu, C., 2002 (Mai). Etude sur le crédit aux producteurs en zone cotonnière. République du Mali, Mission de restructuration du secteur coton, IRAM, BIREC, CERISE, Paris, 153 p.

CERISE, 2002. Fiches sur Microfinance en Agriculture. Version multimédia du Mémento de l'Agronome, CIRAD – GRET – MAE.

CERISE, CIRAD, 2001. *Quelle contribution de la microfinance au financement de l'agriculture dans le cas du Bénin ?* (contribution de François Doligez , IRAM)

CERISE, CIRAD, 2001. *Quelle contribution de la microfinance au financement de l'agriculture dans le cas de Madagascar ?* (contribution de Cécile Lapenu, CERISE et Christian Baron, CIDR)

CERISE, CIRAD, 2001. *Quelle contribution de la microfinance au financement de l'agriculture dans le cas du Cambodge ?* (contribution de Pierre Daubert, GRET)

CIRAD, CERISE, 2001. *Quelle contribution de la microfinance au financement de l'agriculture dans le cas du Vietnam ?* (contribution de Geneviève Nguyen, ENSA Toulouse).

CERISE, CIRAD, 2001. *Comment adapter les services de la microfinance aux besoins de financement de l'agriculture ? Zoom sur le crédit moyen terme* (contribution de Cécile Lapenu, CERISE)

Inter Réseaux, CIRAD, CERISE, 2001. *Microfinance et sécurisation du crédit à l'agriculture* (contribution de Dominique Lesaffre et Denis Pesche, Inter-Réseaux)

CERISE, CIRAD, 2001. *Microfinance, banques agricoles, banques commerciales : quels partenariats pour le financement de l'agriculture ?* (contribution de Christian Baron, CIDR)

CERISE, CIRAD, 2001. *Quels modes d'intervention pour les bailleurs de fonds pour renforcer la contribution de la microfinance au financement de l'agriculture ?* (contribution de Christine Poursat, GRET)

CIRAD, CERISE, 2001. *Microfinance et organisations paysannes : quel partage des rôles, quels partenariats ?* (contribution de Betty Wampfler, CIRAD)

CERISE, CIRAD, 2001. *Quelles politiques publiques pour renforcer la contribution de la microfinance au financement de l'agriculture ?* (contribution de Dominique Gentil, IRAM et Bruno Losch, CIRAD)

Financement de l'agriculture (en anglais)

Wampfler, B., Lapenu, C., Benoit-Cattin, M., 2003. *To what extent is microfinance able to finance family agriculture in the context of liberalization in West Africa? A Study of Outreach, Impact and Public Policies*, International Conference of Agricultural Economists, Durban, 1 South Africa, 6-22 august 2003. Minisymposium on Rural Finance, 16 p.

Wampfler B., 2001. *The financing of agriculture in a context of liberalisation : what is the contribution of microfinance ? A case study in West Africa*. Introduction paper to the workshop of Dakar (21 -24 of january 2002). 14 p.

Gentil D., Losch B., 2002. *Microfinance policies and agricultural policies : Synergies et divergences*. Paper presented on the workshop of Dakar (21-24 of january 2002). CIRAD / CERISE /Janvier 2002

Wampfler B., 2002. *Achievements, limits and prospects of microfinance as a means of financing agricultural and rural development: the experience in West Africa*. Special paper for the annual report of CTA 2001. CTA, Wageningen.11p.

Wampfler B., Lapenu C., 2002. *Microfinance in support to family agriculture*. Executive summary. International seminar, 21-24 January 2002, Dakar, Senegal. Afraca, Cirad, Cta, Mae, Enda Graf, Fida, Cerise. French / English. Ministère Français des Affaires Etrangères, Série « Partenariats ». 36 p.

Lapenu C., 2001. *Matching supply by MFIs and the needs of family agriculture* Paper presented on the workshop of Dakar (21-24 of january 2002).

Lesaffre D., Pesche D., 2001. *Microfinance and securing agricultural credit*. Paper presented on the workshop of Dakar (21-24 of january 2002).

Wampfler B., Mercoiret M.R., 2001. *Microfinance and producers' organisations: roles and partnerships in the context of liberalisation ?* Paper presented on the workshop of Dakar (21-24 of january 2002). 34 p.

Wampfler B., Doligez F., Poursat Ch., 2001. *What modes of intervention can strengthen the contribution of microfinance to the financing of agriculture ?* Paper presented on the workshop of Dakar (21-24 of january 2002). 13 p.

Wampfler B., Baron Ch., 2001. *Microfinance, agricultural banks, commercial banks: what potential partnerships could finance family agriculture?* Paper presented on the workshop of Dakar (21-24 of january 2002). 15 p.

Le CD-Rom des actes du séminaire de Dakar regroupe l'ensemble des documents produits pour le séminaire et à la suite du séminaire (synthèses des ateliers et résumé exécutif du séminaire en français et en anglais, études de cas par pays, contributions au séminaire, fiches d'approfondissement).